Cours 18/11 : Régions, langues et religions en rapport avec l’UE

Textes

Bavière

# Pollution en Allemagne: prison possible mais strictement encadrée

jeu, 19/12/2019 - 11:25 - AFP

La justice européenne n'a pas écarté jeudi la possibilité de peine de prison à l'égard de responsables politiques bavarois qui n'ont pas remédié à la pollution de l'air, tout en soulignant que cela nécessitait une loi précise et le respect du principe de proportionnalité.

In fine, la justice allemande devra déterminer si ces conditions sont remplies pour décider des peines encourues, estime la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

L'institution, basée à Luxembourg, s'est prononcée sur un cas emblématique en Allemagne: l'opportunité de condamner à de la prison des responsables publics en Bavière afin de les contraindre à respecter une décision de justice qui les enjoint à prévoir des interdictions de circulation pour les véhicules à moteurs diesel à Munich.

Le prononcé d'une telle peine ne peut intervenir "que s'il existe à cette fin une base légale nationale accessible, précise et prévisible, et si cette contrainte est proportionnée", explique la Cour dans un communiqué de presse.

Dans ses conclusions, l'avocat général de la CJUE avait argumenté qu'une telle législation ne semblait pas exister en Allemagne à l'égard de responsables publics.

La CJUE a été sollicitée par le tribunal administratif de Bavière (sud-est de l'Allemagne) qui s'interrogeait sur l'opportunité d'infliger des peines d'emprisonnement pour s'assurer de l'application d'une décision de justice.

Dans ce cas en effet, l'imposition d'astreintes financières n'est pas coercitive, car le paiement des amendes revient de facto dans les caisses du Land de Bavière, et n'entraîne donc pas de perte pour l'administration.

L'affaire remonte à une plainte déposée en 2012 par une ONG environnementale allemande, Deutsche Umwelthilfe (DUH), bête noire de l'industrie automobile. Le Land de Bavière a été condamné trois fois dans cette affaire, notamment en 2017 au paiement d'une astreinte de 4.000 euros, qu'il a acquittée.

Mais devant le refus constant du Land de se conformer aux injonctions, Deutsche Umwelthilfe a introduit un nouveau recours demandant non seulement une nouvelle astreinte, mais aussi l'emprisonnement de la ministre régionale de l'Environnement, voire du ministre-président.

Pour la Cour il incombe au tribunal bavarois de se prononcer sur "la contrainte par corps", mais pour cela "il doit exister, en droit interne, une base légale suffisamment accessible, précise et prévisible".

Par ailleurs, souligne l'arrêt, une peine d'emprisonnement ne peut être prononcée "que lorsqu'il n'existe aucune mesure moins contraignante", comme par exemple des astreintes d'un montant élevé, répétées, dont le paiement ne se ferait pas au profit du budget du Land.

<https://www.am-today.com/article/pollution-en-allemagne-prison-possible-mais-strictement-encadree>

<https://www.sueddeutsche.de/politik/eu-luxembourg-bayern-und-umwelthilfe-streit-ueber-politiker-zwangshaft-dpa.urn-newsml-dpa-com-20090101-190903-99-727516>

San Marino

Comment Saint-Marin lutte-t-elle contre le coronavirus ?

Par [Ronan de Keranflec'h](https://lepetitjournal.com/ronan-de-keranflech-288660) | Publié le 06/11/2020 à 16:39 | Mis à jour le 06/11/2020 à 16:41

Le petit État suit ses propres règles face à une augmentation lente mais constante des contaminations.Saint-Marin a été fortement touchée depuis le début de la pandémie en perdant 42 de ses habitants. Comme chez son voisin, les contagions reprennent. Sur la dernière semaine, 49 nouveaux cas ont été dénombrés et 239 personnes doivent rester isolées. Toutefois seuls 8 patients sont hospitalisés et dans cette même période, 24 guérisons ont été recensées. Les mesures demeurent pour le moment peu contraignantes.

Fin octobre les services sanitaires ont décrété l’entrée en vigueur de la deuxième phase sur les trois prévues par le document « urgence sanitaire – épidémie d’urgence ». Les règles visent en particulier à organiser au mieux l’accès aux différents services hospitaliers en limitant les contagions. L’enjeu est de poursuivre l’ouverture des services de santé et parvenir à rattraper les rendez-vous qui n’ont pu avoir lieu de mars à mai. Malgré ces mesures, la République est passée dans sa phase ultime de lutte sanitaire il y a quelques jours et le service covid de l’hôpital central de Saint-Marin a dû rouvrir.

Cependant la politique du gouvernement continue de privilégier l’accroissement des contrôles plutôt que les contraintes sur l’ouverture des activités économiques. Le refus d’instaurer la fermeture des bars et restaurants à 18h a provoqué la colère des commerçants de Romagne proches de la frontière. Les habitants de la province de Rimini se plaignent de concurrence déloyale. Mais le secrétaire d'État au travail Teodoro Lonfernini insiste sur le fait que les établissements accueillant du public étant en nombre limité, il est plus facile de les contrôler à Saint-Marin.

L’ampleur de la campagne de tests permet également à la république de faire face à la maladie. En effet, jusqu’au 4 novembre le nombre de tests effectués s’élevait à 11 257, une quantité remarquable comparée aux 34 000 habitants. De plus le programme de vaccination contre la grippe a remporté un franc succès et permet d’aborder l’hiver avec plus de sérénité puisque plus de 500 vaccins par semaine ont été administrés à des adultes de plus de 60 ans ou appartenant à des catégories à risque.

<https://lepetitjournal.com/rome/comprendre-italie/comment-saint-marin-lutte-t-elle-contre-le-coronavirus-291793>

<https://giornalesm.com/san-marino-limmigrazione-sammarinese-negli-usa-tagliatella-connection/?cn-reloaded=1>

<https://sanmarinortv.sm/news/comunicati-c9/indipendenza-sammarinese-le-tagliatelle-a-san-marino-sono-piu-buone-a196291>

<https://www.coe.int/en/web/greco/evaluations/san-marino>